

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social:
Hôtel de Ville
BP 2205

06606 ANTIBES CEDEX

Effectif légal	Présents ou Représentés	Procurations + Absents
75	76	4

N° de la séance : 11

Objet de la délibération: Service des Assemblées - Syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés UNIVALOM - Désignation des représentants au Comité Syndical - Commission Syndicale de l'Unité de Valorisation Energétique des Ordures Ménagères d'Antibes - Désignation des représentants

- Original
- Expédition certifiée conforme à l'original

Pour le Président,
Le Directeur Général des Services

Stéphane PINTRE

N° Enregistrement : CC.2020.011

Date de la convocation :

Le 09/07/2020

Certifié exécutoire compte tenu

de l'affichage
en date du **23 JUL. 2020**

de la réception s/Préfecture
en date du **23 JUL. 2020**

Pour le Président,
La Responsable de Service



Corinne SAINTE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 17 juillet 2020

L'an deux mil vingt et le 17 juillet à 15h30, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions de la Loi n° 2020-760 du 22 juin 2020 et des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, au Chapiteau des Espaces du fort carré - avenue du 11 novembre à Antibes, en session ordinaire du mois de juillet, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Michel ROSSI, Gérald LOMBARDO, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc MALFATTO, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI, Michèle MURATORE, Georges VAZIA, Eric CHALVIN, Jacques GENTE, Monique GAGEAN, Marie-Rose BENASSAYAG, Anne-Marie BOUSQUET, Christian LATY, Thérèse DARTOIS, Henriette VENTRE, Albert CALAMUSO, Sylvie MARCHAND, Denis FERRER, Serge JOVER, Bernard GARNIER, Yves DAHAN, François ZEMA, Audouin RAMBAUD, Marie ANASSE, Geneviève PIERRAT, Simone TORRES-FORET DODELIN, Eric DUPLAY, Serge AMAR, Michel MANAGO, Marinette LANGLAIS, Christophe FONCK, Catherine LANZA, Marika ROMAN, Laurent CHARTIER, Françoise THOMEL, Carole BONAUT, Nathalie DEPETRIS, Claire BAES, Elisabeth DEBORDE, Laurence HARTMANN, Olivia LEVINGSTON, Eric PAUGET, David SIMPLOT, Valérie ROLLAND, Marc BORIOSI, Marie OZENDA, Isabelle GARCIA, Marion MUSSO, Aline ABRAVANEL, Khéra BADAOU, HUGUENIN VUILLEMIN, Céline LAMBIN, Alexandra BORCHIO-FONTIMP, Alain BERNARD, Xavier WIIK, Delphine CAROSI, Alexia MISSANA

PROCURATIONS :

Tanguy CORNEC à Monique GAGEAN, Martine SAVALLI à Françoise THOMEL, Hassan EL JAZOULI à Sophie NASICA

ABSENT :

Christophe ETORE

Les Délégués communautaires présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Alexia MISSANA, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Monsieur LEONETTI,

Par délibération n° 116/03 du 23 juillet 2003, la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis a adhéré au Syndicat Intercommunal pour la Destruction des Ordures Ménagères (SIDOM), transformé en Syndicat Mixte de traitement et de valorisation des déchets (UNIVALOM) au 01/01/2004.

Par délibération n° CC.2013.190 en date du 19 décembre 2013, le Conseil Communautaire a adopté les nouveaux statuts d'UNIVALOM et de la Commission Syndicale de l'Unité de Valorisation Energétique (UVE) des Ordures Ménagères d'Antibes, et désigné les membres de la CASA siégeant au sein de ces deux entités, soit :

- 14 délégués titulaires et 14 délégués suppléants à la Commission Syndicale de l'UVE d'Antibes ;
- 10 délégués titulaires et 10 délégués suppléants au Comité Syndical d'UNIVALOM.

Suite à l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Cannes Pays de Lérins et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse, les statuts d'UNIVALOM ont été modifiés au 1^{er} août 2014. Le nombre de représentants de la CASA est resté inchangé.

CONSIDERANT que le mandat des représentants au sein des organismes extérieurs tels que les syndicats mixtes prend fin en même temps que celui des membres de l'organe délibérant de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, soit aujourd'hui ;

CONSIDERANT qu'en l'absence de réglementation, il convient d'appliquer le processus général de désignation des organes des collectivités territoriales, en l'espèce, l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les représentants de la CASA au sein de la Commission Syndicale de l'UVE d'Antibes et du Comité Syndical d'UNIVALOM pour le nouveau mandat.

Les candidatures ci-dessous se sont présentées :

COMMISSION SYNDICALE - UVE D'ANTIBES	
14 Titulaires	14 Suppléants
Jean LEONETTI	Dominique TRABAUD
Hassan EL JAZOULI	Delphine CAROSI
Anne-Marie BOUSQUET	Elisabeth DEBORDE
Khéra BADAOU	Xavier WIIK
Joseph CESARO	Françoise THOMEL
Éric MELE	Bernard DELIQUAIRE
Marion MUSSO	Michèle MURATORE
Georges VAZIA	Éric CHALVIN
Marie-Paule ANASSE	Alain VADO
Jean-Pierre DERMIT	Patrice CIRIO
Caroline JOUSSEMET	Jean-Luc DURAND
François WYSZKOWSKI	Jean-Paul ARNAUD
Philippe DELEAN	Georges TOSSAN
Emmanuel DELMOTTE	Gilbert HUGUES

COMITE SYNDICAL - UNIVALOM	
10 Titulaires	10 Suppléants
Jean LEONETTI	Khera BADAOU
Joseph CESARO	Philippe DELEAN
Eric MELE	Dominique TRABAUD
Xavier WIJK	Georges TOSSAN
Marion MUSSO	Emmanuel DELMOTTE
Françoise THOMEL	Georges CAUVIN
Jean-Pierre DERMIT	Elisabeth DEBORDE
Caroline JOUSSEMET	Anne-Marie BOUSQUET
Christophe FONCK	Hassan EL JAZOULI
Georges VAZIA	Bernard DELIQUAIRE

Il est donc proposé au Conseil Communautaire de désigner les nouveaux représentants titulaires et suppléants au sein de la Commission Syndicale de l'UVE d'Antibes et du Comité Syndical d'UNIVALOM selon la liste ci-dessus.

Conformément à la loi du 13 août 2004 (Art. 142, I) n°2004-809 relative aux libertés et aux responsabilités locales, le Président propose un vote à main levée.

Le Conseil accepte à l'unanimité.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, OUI L'EXPOSE DU PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- de nommer les représentants titulaires et suppléants au sein de la Commission Syndicale de l'UVE d'Antibes et du Comité Syndical d'UNIVALOM selon les listes ci-dessous :

COMMISSION SYNDICALE - UVE D'ANTIBES	
14 Titulaires	14 Suppléants
Jean LEONETTI	Dominique TRABAUD
Hassan EL JAZOULI	Delphine CAROSI
Anne-Marie BOUSQUET	Elisabeth DEBORDE
Khéra BADAOU	Xavier WIJK
Joseph CESARO	Françoise THOMEL
Éric MELE	Bernard DELIQUAIRE
Marion MUSSO	Michèle MURATORE
Georges VAZIA	Éric CHALVIN
Marie-Paule ANASSE	Alain VADO
Jean-Pierre DERMIT	Patrice CIRIO
Caroline JOUSSEMET	Jean-Luc DURAND
François WYSZKOWSKI	Jean-Paul ARNAUD
Philippe DELEAN	Georges TOSSAN
Emmanuel DELMOTTE	Gilbert HUGUES

COMITE SYNDICAL - UNIVALOM	
10 Titulaires	10 Suppléants
Jean LEONETTI	Khera BADAOU
Joseph CESARO	Philippe DELEAN
Eric MELE	Dominique TRABAUD
Xavier WIIK	Georges TOSSAN
Marion MUSSO	Emmanuel DELMOTTE
Françoise THOMEL	Georges CAUVIN
Jean-Pierre DERMIT	Elisabeth DEBORDE
Caroline JOUSSEMET	Anne-Marie BOUSQUET
Christophe FONCK	Hassan EL JAZOULI
Georges VAZIA	Bernard DELIQUAIRE

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 17 juillet 2020
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,



Jean LEONETTI



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Affaire suivie par : B. Godet

☎ 04.93.72.29.32

✉ benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le 9 OCT. 2014

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

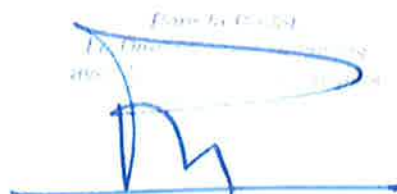
Destinataires *in fine*

Objet : modification des statuts de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes

J'ai l'honneur de vous adresser, sous ce pli, un exemplaire de mon arrêté du 12 septembre 2014 portant modification des statuts de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes.

Cet arrêté fera l'objet d'une insertion dans le recueil des actes administratifs de la préfecture.

Je vous en souhaite bonne réception.


Benjamin GODET



ADRESSE POSTALE : 06286 NICE CEDEX 3 - ☎ 04 93 72 20 00
<http://www.alpes-maritimes.gouv.fr>

Liste des destinataires :

- Monsieur le président de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes ;
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse ;
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération des Pays de Lérins ;
- Monsieur le président de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis.



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité
Affaire suivie par : B. Godet
☎ 04.93.72.29.32

Nice, le 12 SEP. 2014

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS
DE LA COMMISSION SYNDICALE DE L'USINE D'INCINÉRATION
DES ORDURES MÉNAGÈRES D'ANTIBES**

Le Préfet des Alpes-Maritimes,
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5222-1 et suivants ;

VU la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2004 portant transformation du SIDOM en syndicat mixte dénommé « UNIVALOM » ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2005 portant constitution d'une commission syndicale chargée d'administrer le patrimoine indivis du SIDOM, dénommée « Commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes » ;

VU la délibération de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes ;

SUR PROPOSITION du Sous-préfet de Grasse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Les statuts de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes sont modifiés et joints en annexe au présent arrêté ;

Article 2 : Le Secrétaire général de la préfecture, le Sous-préfet de Grasse, les présidents de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes, de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse, de la communauté d'agglomération des Pays de Lérins et de la communauté d'agglomération Sophia Antipolis, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRCL - C 3169



Gérard GAVORY

**COMMISSION SYNDICALE DE L'USINE D'INCINÉRATION
DES ORDURES MÉNAGÈRES D'ANTIBES**

STATUTS

**VUS POUR ÊTRE ANNEXÉS
À MON ARRÊTÉ EN DATE DU**

*Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DHCL - C 3160*



Gérard GAVORY

12 SEP. 2014

PROJET DE MODIFICATION STATUTS COMMISSION SYNDICALE

La nouvelle intercommunalité issue des modifications du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale implique une adaptation des statuts de la Commission syndicale afin d'intégrer les 2 EPCI nouvellement créés au 1^{er} janvier 2014 qui viendront se substituer aux droits des Communes fondatrices du SIDOM : encore membres au 31 décembre 2001.

Le projet de statuts amendés ci-dessous intègre les modifications à même de garantir les droits de ces Communes qu'elles entendent conserver ainsi que leur accès à l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes.

Article 1^{er} - Constitution de la Commission syndicale :

L'arrêté préfectoral du 19 mai 2005 a approuvé la constitution de la Commission syndicale chargée d'administrer le patrimoine indivis du SIDOM qui, à l'issue de la Commission du 20 Février 2014, est composée de :

- La Ville de Mouans-Sartoux représentée par la Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) ;
- Les Villes du Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer représentées par la Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (CAPL) ;
- Les Villes d'Antibes, Biot et Vallauris représentées par la Communauté d'Agglomération Sophia-Antipolis (CASA).

Article 2 - Dénomination :

La Commission syndicale dont le nom était « Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères d'Antibes » confirme sa dénomination de :
« Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères d'Antibes »

Article 3 - Objet :

La Commission syndicale a pour objet d'administrer le patrimoine indivis du SIDOM réparti entre les Communes précitées suivant le tableau annexé aux présents statuts dans les conditions définies par l'article L.5222-2 du Code Général Des Collectivités Territoriales.

La Commission syndicale met à disposition d'UNIVALOM le terrain d'assiette de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes pour une durée illimitée moyennant un loyer annuel fixé par convention séparée entre la Commission syndicale et UNIVALOM, présenté pour avis préalables aux organes délibérants des collectivités membres

Article 4 - Siège :

Le siège de la Commission syndicale est fixé à l'adresse suivante :
Unité de Valorisation Énergétique – Route de Grasse – 06 600 ANTIBES

Article 5 - Durée :

La Commission syndicale est constituée pour une durée illimitée.

Article 6 - Composition :

Les Communes fondatrices encore membres au 31 décembre 2001 ainsi que les EPCI venant éventuellement à leurs droits sont représentées au sein de la Commission syndicale en fonction de leurs droits d'accès à l'Unité de Valorisation Énergétique, eux-mêmes en lien avec leurs populations historiques suivant le tableau ci-dessous avec une voix par tranche de 5% de droits par Commune ou EPCI venant à ses droits avec un minimum de deux représentants par Commune ou EPCI venant à ses droits.

La même règle s'applique aux EPCI venant aux droits de plusieurs Communes qui cumulent les pourcentages de droits à incinérer et se voient appliquer sur ce cumul les tranches de pourcentage ci-dessous (5%) ainsi que la représentation minimale fixée à deux voix.

COLLECTIVITES	Contribution financière (droits statutaires) sur UVE %	REPRESENTANTS Parts
CAPG	4,66 %	2
CAPL	26,98 %	6
CASA	68,36 %	14
TOTAUX	100,00 %	22
Avec une voix par tranche de 5 % de droits à incinération Chiffres arrondis par excès, avec au moins deux voix par Commune fondatrice ou EPCI venant aux droits (et membre de la Commission syndicale)		

Ces droits s'entendent pour une capacité de traitement de 148 200 tonnes retenue avec un PCI de 2 100 plus ou moins 10 %. En cas de déchets apportés à PCI supérieur, les prorata ci-dessus seront corrigés à la baisse pour les collectivités apportant de tels déchets avec une réduction proportionnelle au PCI supérieur à la norme préfixée de tels déchets.

A ce jour la composition de la Commission syndicale en application du présent article est la suivante :

- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis (CASA) venant aux droits des Villes d'Antibes, Biot et Vallauris : quatorze délégués titulaires – quatorze délégués suppléants.
- Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins (CAPL) venant aux droits des Villes du Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer : six délégués titulaires – six délégués suppléants.
- Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse (CAPG) venant aux droits de la Ville de Mouans-Sartoux : deux délégués titulaires – deux délégués suppléants.

Soit au total vingt-deux sièges de délégués titulaires et vingt-deux sièges de délégués suppléants.

Pour l'élection des délégués au Comité Syndical d'UNIVALOM par la Commission syndicale, il pourra être fait application des dispositions de l'article L.5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales relatif au choix de l'organe délibérant qui pourra porter sur tout citoyen réunissant les conditions requises pour faire partie d'un Conseil municipal sous réserve des dispositions du deuxième alinéa du II de l'article L. 5211-7

Article 7 - Budget, participations financières des Communes membres :

Un budget sera établi conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

La participation financière éventuelle des Communes copropriétaires indivises ou des EPCI venant à leur(s) droit(s) sera déterminée en fonction des droits statutaires, à l'incorporation de chacune des collectivités membres.

Article 8 - Mandat des délégués :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 9 - Fonctionnement de la Commission syndicale :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 10 - Modalités de délibération de la Commission syndicale :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 11 - Pouvoirs du Président :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 12 - Budget de la Commission syndicale :

La Commission syndicale pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à celles pouvant découler de ses responsabilités ou qui en résulteraient.

Article 13 - Comptable public :

Les fonctions de Receveur de la Commission syndicale seront assurées par Monsieur le Responsable des Finances Publiques Municipales - Trésorerie Municipale d'Antibes.

Article 14 - Contribution financière des membres :

Les participations financières éventuelles de chacune des collectivités publiques membres de la Commission syndicale seront déterminées en fonction des droits d'accès à l'UVE de chaque collectivité.

Article 15 - Modification des statuts :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 16 - Dissolution :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

42

Annexe aux Statuts visée à l'article 3 :

Tableau des droits à incinérer par collectivité membre

COLLECTIVITES	Droits à incinérer au sein de l'UVE %
CAPG	4,86 %
CAPL	26,98 %
CASA	68,36 %
TOTAUX	100,00 %



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes
Direction des relations avec les collectivités locales
Bureau des Affaires Juridiques et de la Légalité
Section Intercommunalité

Affaire suivie par : Françoise Suzzoni
☐ 04.93.72.29.39
☐ francoise.suzzoni@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le **24 JUIL. 2014**

Le Préfet des Alpes-Maritimes

à

Madame la présidente du syndicat
mixte UNIVALOM
Unité de valorisation énergétique
Route de Grasse 06 600 Antibes

Objet : modification des statuts du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés « UNIVALOM »

J'ai l'honneur de vous adresser sous ce pli mon arrêté du 23 juillet 2014, portant modification des statuts du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés « UNIVALOM ».

Cet arrêté a été publié au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture.

Je vous saurais gré de bien vouloir procéder à l'affichage de cet acte au siège de votre établissement et d'en communiquer la teneur à chacun de vos membres.

Je vous en souhaite bonne réception.

Pour le Préfet,
l'Adjoint au Chef du Bureau
des Affaires Juridiques et de la Légalité

06 93 72 29 39



Benjamin GODET





PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Préfecture des Alpes-Maritimes

Direction des Relations
avec les Collectivités Locales
Bureau des Affaires Juridiques
et de la Légalité

Section Intercommunalité
Affaire suivie par : B. Godet

☎ 04.93.72.29.32

✉ benjamin.godet@alpes-maritimes.gouv.fr

Nice, le **23 JUL. 2014**

**ARRÊTÉ PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DU SYNDICAT MIXTE
POUR LA VALORISATION DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
« UNIVALOM »**

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5211-18 et L. 5721-1 et suivants ;

VU la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les délibérations n° 2014-10, 2014-11 et 2014-12 du conseil syndical du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers d'UNIVALOM en date du 12 mars 2014, reçues le 24 mars 2014 ;

VU les avis réputés favorables de la communauté d'agglomération Sophia-Antipolis et de la commission syndicale de l'usine d'incinération des ordures ménagères d'Antibes ;

SUR PROPOSITION du Sous-préfet de Grasse ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La communauté d'agglomération des Pays de Lérins est autorisée à adhérer au syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM, pour le territoire des communes du Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins et Théoule-sur-Mer.

Cette adhésion porte sur les compétences obligatoires et optionnelle du syndicat.

Article 2 : La communauté d'agglomération du Pays de Grasse est autorisée à adhérer au syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM, pour le territoire de la seule commune de Mouans-Sartoux.

Cette adhésion porte sur les compétences obligatoires et optionnelle du syndicat.

Article 3 : Les statuts du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM sont modifiés tels que figurant en annexe au présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté prend effet le 1^{er} août 2014.

Article 5 : Le Secrétaire général de la Préfecture des Alpes-Maritimes, le Sous-préfet de Grasse, les Présidents du syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers UNIVALOM, de la communauté d'agglomération des Pays de Lérins et de la communauté d'agglomération du Pays de Grasse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes-Maritimes.

**Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DRCL-C 3128**



Gérard GAVORY

**SYNDICAT MIXTE POUR LA VALORISATION
DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS
« UNIVALOM »**

STATUTS

**VUS POUR ÊTRE ANNEXÉS
À MON ARRÊTÉ EN DATE DU**

23 JUIL. 2014

*Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général*


Gérard GAVORY

PROJET DE MODIFICATION STATUTS SYNDICAT MIXTE

V1_20140109

La nouvelle intercommunalité issue des modifications du Schéma Départemental de Coopération Intercommunale implique une adaptation des statuts d'UNIVALOM afin d'intégrer les 2 EPCI nouvellement créés au 1^{er} janvier 2014. Ces 2 EPCI viennent aux droits des différentes Communes fondatrices encore membres au 31 décembre 2001 qui ont garanti le contrat de Partenariat Public Privé du 30 août 2006 ainsi que les financements ayant contribué à la rénovation de l'Unité de Valorisation Énergétique (UVE) effectué depuis, et en application de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales.

I. Dispositions générales :

Article 1^{er} - Constitution du Syndicat :

Conformément aux dispositions des articles L.5711-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est formé un Syndicat mixte ouvert de traitement des déchets ménagers et assimilés (DMA) entre :

- La Communauté d'Agglomération de Sophia-Antipolis,
- La Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins exclusivement pour le compte des Villes du Cannet, de Mandelieu-La Napoule, de Mougins et de Théoule-sur-Mer au titre d'une partie de son territoire limitée au périmètre géographique de ces 4 Communes en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- La Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse exclusivement pour le compte de la Ville de Mouans-Sartoux, au titre d'une partie de son territoire limitée au périmètre géographique de cette Commune en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- La Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères d'Antibes.

Article 2 - Dénomination :

Le Syndicat dont le nom était « Syndicat Mixte pour le traitement des ordures ménagères » confirme sa dénomination de :

**« Syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés »
dont l'appellation est UNIVALOM.**

Article 3 - Objet :

Le Syndicat a pour objet, au sens des dispositions de l'article L.2224-13 du Code Général des Collectivités Territoriales, la partie de la compétence élimination et valorisation des déchets ménagers et assimilés comprenant le traitement, la mise en décharge des déchets ultimes ainsi que les opérations de transport, de tri ou de stockage qui s'y rapportent. Cette compétence porte sur les déchets ménagers et assimilés, dont les déchets issus des déchèteries.

Il exerce ces compétences pour les études, la réalisation et la gestion en matière de :

- pour l'ensemble de ses membres :

- Centres de tri ;
- Quais de transfert ;
- Transport depuis les quais de transfert jusqu'aux installations de traitement ;
- Équipements de traitement et valorisation des déchets ménagers et assimilés ;

- de façon optionnelle, et sur demande d'un ou plusieurs membres et sur décision du Comité syndical prise à la majorité absolue :

- Déchèteries.

La prise en charge de ces équipements sera affectée aux seules collectivités utilisatrices.

Il mène en outre en liaison avec ses membres des actions de coordination et d'études afin d'assurer la cohérence du service public du traitement des déchets ménagers et assimilés.

La collecte des déchets ménagers et assimilés demeure de la compétence de ses membres.

A titre accessoire, le Syndicat pourra effectuer des prestations relevant de sa compétence pour le compte des collectivités non membres du Syndicat ou d'entreprises privées.

Le Syndicat exerce ses compétences en régie, y compris en tant que de besoin dans le cadre d'un budget annexe de régie autonome lorsque celui-ci s'imposerait pour la gestion d'une ou plusieurs de ses compétences par application de l'article L.1412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, ou peut les confier en tout ou partie à un tiers par la conclusion de contrats.

Le Syndicat peut, dans le respect de la réglementation en vigueur, adhérer à toute structure de coopération intercommunale ayant un objet en rapport avec ses compétences.

Enfin, Le Syndicat administre le patrimoine indivis d'UNIVALOM ex SIDOM réparti entre les Communes fondatrices encore membres au 31 décembre 2001.

Article 4 - Admission des nouveaux membres :

Pour l'admission des nouveaux membres, il sera fait application du Code Général des Collectivités Territoriales tel que prévu à l'article L.5211-18.

La délibération du Comité syndical est notifiée à chacun des membres du Syndicat.

Article 5 - Retrait :

Pour le retrait des membres, il sera fait application du Code Général des Collectivités Territoriales tel que prévu à l'article L.5211-19.

Article 6 - Siège :

Le siège du Syndicat est fixé à l'adresse suivante :

Unité de Valorisation Énergétique – Route de Grasse – 06 600 ANTIBES

Article 7 - Durée :

Article 8 - Composition du Comité syndical :

La composition du Comité syndical tient compte de trois éléments distincts :

- ↳ 1/ Mise à disposition de l'usine de traitement des Ordures Ménagères Résiduelles, Unité de Valorisation Énergétique, sise Font de Cine 06600 – ANTIBES, avec le traitement desdites Ordures Ménagères Résiduelles selon les droits de chaque membre de la Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères d'Antibes eux-mêmes en lien avec les populations historiques et prise en compte des investissements de toute nature déjà opérés par les communes membres de l'ancien SIDOM ;
- ↳ 2/ Tonnages prévisionnels des Déchets Ménagers et Assimilés hors Ordures Ménagères Résiduelles appelés à être traités en provenance des collectivités membres d'UNIVALOM ;
- ↳ 3/ Populations.

La répartition des sièges au Comité syndical sera effectuée dans les conditions prévues par les articles L.5212-6 et L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, en tenant compte des règles suivantes :

Article 8.1. Répartition des sièges au Comité syndical d'UNIVALOM :

COLLECTIVITES REPRESENTÉES	TONNAGES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES HORS ORDURES MENAGERES RESIDUELLES	POPULATIONS	DROITS A INCINERER SUR ORDURES MENAGERES RESIDUELLES - COMMISSION SYNDICALE	REPRESENTANTS
CASA	6	4		10
CAPL (LE CANNET, MANDELIEU-LA NAPOULE, MOUGINS, THEOULE- SUR-MER)	2	2		4
CAPG (MOUANS-SARTOUX)	1	1		2
COMMISSION SYNDICALE			22	22
TOTAUX	9	7	22	38

Article 8.2. Modalités de Calcul :

Le Comité syndical a comme membres :

1/ Vingt-deux représentants titulaires désignés par la Commission syndicale de l'Unité de Valorisation Énergétique des Ordures Ménagères Résiduelles d'Antibes au titre des droits statutaires à incinérer les Ordures Ménagères Résiduelles eux-mêmes en lien avec les populations historiques, et autant de suppléants ;

2/ Un représentant titulaire et un suppléant par tranche de 15.000 tonnes de Déchets Ménagers et Assimilés hors Ordures Ménagères Résiduelles appelés à être traités en

moins une voix par Commune ou EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé du 30 août 2006 ;

3/ Un représentant titulaire et un suppléant par tranche de 60.000 habitants au titre de chaque collectivité membre d'UNIVALOM, Commune ou EPCI, avec un arrondissement par excès des chiffres obtenus, selon tableau figurant en Annexe 2 aux présents Statuts, permettant au moins une voix par Commune ou EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé du 30 août 2006.

En toutes hypothèses, quels que soient les droits issus des modalités de calcul ci-dessus, chaque collectivité (commune ou EPCI) adhérente d'UNIVALOM ne peut avoir droit à moins de deux représentants titulaires et de deux représentants suppléants.

En application des dispositions statutaires arrêtées en Conseil syndical du 12 Mars 2014, la composition du Comité syndical d'UNIVALOM ressort à :

- Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis : dix délégués titulaires – dix délégués suppléants.
- Communauté d'Agglomération des Pays de Lérins au titre de son territoire limité aux Communes du Cannet, de Mandelieu-La Napoule, de Mougins et de Théoule-sur-Mer en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales : quatre délégués titulaires – quatre délégués suppléants.
- Communauté d'Agglomération du Pays de Grasse au titre de son territoire limité à la Commune de Mouans-Sartoux en application des dispositions de l'article L.5211-61 du Code Général des Collectivités Territoriales : deux délégués titulaires – deux délégués suppléants.
- Commission syndicale : vingt-deux délégués titulaires – vingt-deux délégués suppléants.

Article 9 - Mandat des délégués :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

II. Administration et Fonctionnement du Syndicat :

Article 10 - Fonctionnement du Comité syndical :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 11 - Modalités de délibération du Comité syndical :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 12 - Composition du bureau :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 13 - Fonctionnement du bureau :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 - Pouvoirs du Président :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 15 - Règlement intérieur :

Le Syndicat, dans les six mois suivant l'installation du Comité syndical, adopte un règlement intérieur soumis à l'approbation du Comité syndical statuant à la majorité de ses membres.

Sont obligatoirement fixées dans le règlement intérieur :

- les conditions d'organisation du débat d'orientation budgétaire ;
- les règles de présentation et d'examen ainsi que la fréquence des questions orales ;
- les conditions de consultation des projets de contrats ou de marchés.

III. Dispositions financières et comptables :

Article 16 - Budget du Syndicat :

Le Syndicat pourvoit sur son budget à toutes les dépenses nécessaires à l'accomplissement de sa mission et à celles pouvant découler de ses responsabilités ou qui en résulteraient.

Article 17 - Comptable public :

Les fonctions de Receveur du Syndicat Mixte seront assurées par Monsieur le Responsable des Finances Publiques Municipales - Trésorerie Municipale d'Antibes.

Article 18 - Recettes du Syndicat :

Les recettes comprennent :

- 1/ la contribution des membres ;
- 2/ les sommes qu'il reçoit de personnes publiques ou privées en échange des services assurés ;
- 3/ le revenu des biens, meubles ou immeubles, du Syndicat ;
- 4/ les subventions, y compris d'équipement, et dotations ;
- 5/ les produits des dons et legs ;
- 6/ les participations des administrations, établissements publics, associations et particuliers à titre de fonds de concours ;
- 7/ le produit des emprunts ;
- 8/ les redevances ;
- 9/ toutes autres ressources liées à son activité.

Article 19 - Contribution financière des membres :

Les participations financières de chacune des collectivités publiques membres du Syndicat, et à ce titre usagères du SPIC géré, seront déterminées, après prise en compte des éventuelles subventions d'équipement reçues dans le cadre de conventions, de la manière suivante :

- 1- Dans la double limite des tonnages d'Ordures Ménagères Résiduelles à traiter pour

EPCI) fixé à un pourcentage d'utilisation des capacités optimales de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes correspondant à :

- C.A.S.A. : 68,36 %
- C.A.P.L. (Villes du Cannet, Mandelieu-La Napoule, Mougins, Théoule-sur-Mer) : 26,98 %
- C.A.P.G. (Ville de Mouans-Sartoux) : 4,66 %

par l'application du prix d'équilibre à la tonne complet « net » de tous produits extérieurs fixé par délibération annuelle du Comité syndical sur l'ensemble des tonnages traités pour le compte de celles-ci, sans prise en compte des coûts éventuels de sous-traitance ci-dessous, dans les limites des droits ci-dessus et des capacités réelles annuelles de l'Unité de Valorisation Énergétique d'Antibes. Et ceci quel que soit le lieu effectif de traitement de ces Ordures Ménagères Résiduelles.

2- Pour le traitement des autres Ordures Ménagères Résiduelles au-delà des droits à incinérer, au titre d'une sous-traitance par le syndicat, faute d'une capacité suffisante de traitement propre dans son Unité de Valorisation Énergétique, ainsi que pour tout autre Déchet Ménager et Assimilé ou toute autre prestation de quelque nature que ce soit, aux prix « nets » de tous produits extérieurs fixés par délibération annuelle du Comité syndical intégrant les coûts directs majorés de frais proportionnels de gestion à hauteur forfaitaire statutaire de cinq pour cent (5 %), le tout augmenté de dix pour cent (10 %) de participation forfaitaire et statutaire aux frais généraux de fonctionnement du syndicat.

Article 20 - Modification des statuts :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 21 - Dissolution :

Il est fait application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales.

ANNEXE 1

Répartition des sièges du Comité syndical au titre des tonnages de Déchets Ménagers et Assimilés (DMA) hors Ordures Ménagères Résiduelles traités des membres d'UNIVALOM :

COLLECTIVITES	TONNAGES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES HORS ORDURES MENAGERES RESIDUELLES (2011)	REPRESENTANTS
CASA	80 571	6
CAPL (LE CANNET, MANDELIEU-LA NAPOULE, MOUGINS, THEOULE- SUR-MER)	29 395	2
CAPG (MOUANS SARTOUX)	5 155	1
TOTAUX	115 121	9

Avec une voix par tranche de 15 000 tonnes annuelles,
Chiffres arrondis par excès, permettant au moins une voix par Commune ou
EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé
du 30 août 2006

ANNEXE 2

Répartition des sièges du Comité syndical au titre de la population des membres d'UNIVALOM :

COLLECTIVITES	POPULATIONS 2011	%	REPRESENTANTS
CASA	181 512	65,66 %	4
CAPL (LE CANNET, MANDELIEU-LA NAPOULE, MOUGINS, THEOULE-SUR-MER)	84 403	30,53 %	2
CAPG (MOUANS SARTOUX)	10 538	3,81 %	1
TOTAUX	276 453	100,00 %	7

Avec une voix par tranche de 60.000 habitants,
Chiffres arrondis par excès, permettant au moins une voix par Commune ou
EPCI utilisateur du Syndicat mixte et signataire engagé au titre du Contrat de Partenariat Public Privé du 30
août 2006

AR réceptionné - Imprimer

Date de l'acte : 17/07/2020
Numéro : CC_2020_011
Nature : DE - Deliberations
Objet : Syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés UNIVALOM - Désignation des représentants au Comité Syndical - Commission Syndicale de l'Unité de Valorisation Energétique des Ordures Ménagères d'Antibes - Désignation des représentants
Matière : 5.3 - Designation de representants
Interlocuteur
Nom : LE GRATIET Véronique

Suivi des transactions**Accusé d'envoi**

Identifiant : Pje2aTr

Accusé de réception préfecture

Date de réception : 23/07/2020
Identifiant : 006-240600585-20200717-CC_2020_011-DE

Acte reçu

Date : 17/07/2020
Numéro interne : CC_2020_011
Code nature : 1
Code matière 1 : 5
Code matière 2 : 3
Objet : Syndicat mixte pour la valorisation des déchets ménagers et assimilés UNIVALOM - Désignation des représentants au Comité Syndical - Commission Syndicale de l'Unité de Valorisation Energétique des Ordures Ménagères d'Antibes - Désignation des représentants
Classification utilisée : 29/08/2019
Document : 99_DE-006-240600585-20200717-CC_2020_011-DE-1-1_1.PDF

Annexes

Nombre : 2
99_SE-006-240600585-20200717-CC_2020_011-DE-1-1_2.PDF
99_SE-006-240600585-20200717-CC_2020_011-DE-1-1_3.PDF

N